Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 35 (1998)
Heft: 1332

Artikel: Conseil d'État vaudois : des réalisations certes, mais de nombreuses inquiétudes
Autor: Savary, Géraldine
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1009993

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 30.06.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Des réalisations certes, mais d

Le Conseil d'État vaudois a présenté lundi 2 février le bilan de son action de 1994 à 1998, intitulé «Cette législature vaut mieux que sa réputation». La liste, par département, des réussites et des échecs du Conseil d'État révèle ce qui a fait défaut à ce gouvernement.

Elle fut mince mais déterminante, la victoire de Jean Jacques Schwaab il y a quatre ans. Les quatre cents voix qui permirent aux socialistes et au candidat écologiste d'obtenir trois sièges sur sept firent trembler le bloc de l'entente. Le géant avait soudain des pieds d'argile. Mais personne ne se doutait que deux ans plus tard le choc serait plus rude encore – et au vu du résultat des élections communales, le séisme risque de frapper à nouveau.

Beaucoup de précipitation et de fébrilité

Des consultants français chassés hors des terres vaudoises, des manifestations de fonctionnaires et d'usagers dans la rue, un Conseil d'État à majorité de droite qui bascule à gauche avec fanfare et drapeau rouge, tout donnait à penser que le canton était en train de changer. À l'excès des espoirs suscités par la nouvelle donne politique, le Conseil d'État vaudois a répondu par la modestie des réformes et l'austérité des moyens financiers à disposition. En clair, la marge de manœuvre politique semblait étroite, et les ambitions un peu étriquées. Du coup, plutôt que de véritables projets politiques, les changements, certes non négligeables, furent consignés aux frontières des départements et de leurs ministres: le RMR de Philippe Biéler, la réforme scolaire de Jean Jacques Schwaab, la Constitution de Zysiadis, le Rhuso de Ruey. Chaque chef s'est réfugié derrière sa forteresse et ses actifs, contraint néanmoins par une collégialité jusqu'au boutiste de défendre des projets qu'il n'avait le temps ni d'étudier, ni de corriger ou de refuser.

Vers la modernisation

Les réformes à l'interne donnent le même sentiment. Poussé par les événements et l'état des finances à faire le ménage, l'Exécutif vaudois a commencé par ouvrir les placards et, alarmé par ce qu'il y trouvait, s'est engagé dans la voie de la modernisation. La défunte Orchidée remplacée par la Démarche d'économie et de modernisation, la réforme du statut du fonctionnaire, la Nouvelle gestion publique pour les hospices cantonaux, une refonte du service informatique et des finances, le remaniement des départements, appelé DUPLO, et, cerise sur le gâteau, le plan d'assainissement des finances cantonales. Il était urgent de dépoussiérer; le processus n'est de loin pas terminé. Mais la précipitation, le manque d'objectifs politiques clairs ont suscité dès le début des travaux le

À l'affiche

Moult candidates et candidats s'affichent sur les murs du canton. L'Entente a l'air rayonnant des membres de la SBS sortant d'un conseil d'administration, serrés en rang d'oignons sur fond bleu en lieu et place du traditionnel champ de colza. Elle s'annonce sous le slogan visionnaire «vivement le centre-droite vaudois». L'effet syntaxique n'est pas des plus heureux: pourquoi pas alors la droite centrée vaudoise, le droit du centre vaudois, la centre-droite vaudoise? Enfin, on est rassuré sur un point; malgré les propostions de Philippe Pidoux, l'Entente vaudoise est toujours vaudoise.

Le Parti socialiste aussi a des visions puisqu'il annonce la gauche pour demain et l'éternel slogan «socialiste plus que jamais» défiant année après année les passants tentés de retenir «socialistes plus jamais». Les socialistes ont le sourire modeste, prêts à se lancer, mais à petits pas, vers le Château qu'on devine au lointain. Plus prosaïque est l'affiche du popiste Zisyadis; pas de grand soir pour les damnés de la terre, mais un véritable serment apostolique et séparatiste: «fidèle plutôt à mes électeurs qu'à mes collègues». Que ses futurs collègues puissent être élus démocratiquement par ses électeurs ne semble pas lui traverser l'esprit. Et que vont faire les pauvres citoyens de la société civile n'ayant pas voté, ou pire ne pouvant pas voter pour le popiste? L'exclusion n'a décidément pas de limite.

Quant aux Verts, ils s'en tiennent au traditionnel camembert, sur une affiche dont on doute qu'elle ait pu un jour sortir de la tête d'un professionnel de la publicité. Mais la potion écologique a le mérite d'être limpide: partage du temps de travail et frein aux investissements onéreux.

ombreuses inquiétudes

blocage et le mécontentement, non seulement des représentants du personnel, comme l'explique le bilan officiel, mais de tous les fonctionnaires et de bon nombre d'usagers.

Prévaut ainsi une impression générale de fébrilité, d'excitation, un mélange de travaux solitaires et d'actions mal coordonnées. En ce sens-là, le bilan présenté par le Conseil d'État pour la fin de la législature est le parfait reflet de ce parcours: chaque département a additionné ses réussites et ses échecs, mais aucune des réformes réussies ou projetées ne semble l'émanation du collège tout entier, ne représente le résultat d'une politique menée collectivement.

Défense des exclus et austérité budgétaire

Deux axes politiques transversaux se dégagent néanmoins de l'analyse et donnent le ton à l'ensemble: un certain humanisme privilégiant la défense des exclus au sens large, et le redressement des finances cantonales, le premier étant soumis au deuxième. Solidarité avec les exclus à travers des réformes réalisées ou ébauchées: amélioration de l'intégration des étrangers, mise en application rapide du RMR, subsides pour les primes d'assurance maladie ou assouplissement de la politique cantonale de la drogue. Austérité de la politique financière avec la démarche d'économie qui a changé de nom mais qui traverse toute cette législature et les conclusions contenues dans le plan d'assainissement. Ces deux tendances révèlent les deux personnalités les plus influentes du Conseil d'État, Philippe Biéler et Charles Favre – l'un apposant son empreinte à la défense des exclus, l'autre son coup de marteau à l'austérité budgétaire –, mais attachés chacun à leur complémentarité. Deux ministres, qui sont parvenus à rester au-dessus de la mêlée, ayant su éviter la confrontation et l'animosité tant sur l'échiquier politique qu'au sein de la société civile organisée.

En aval de la crise

Sentiment de fébrilité, désaccords internes protégés par le collège ou exacerbés par la confortable dissidence d'un de ses membres, absence de véritables priorités politiques, il a manqué une cohérence à ce Conseil d'État à majorité de gauche et écologiste qui préféra travailler en aval de la crise à en gérer les néfastes effets plutôt qu'à en soigner les causes. La semaine de 40 heures n'a pas été introduite, la promotion de l'emploi est resté coincée entre l'agriculture et la pisciculture, les dépenses d'investissement sont en baisse (elles se situent à 231 millions en 1996 contre 500 millions en 1993, source *Publicus*); l'augmentation conséquente des recettes fiscales a échoué devant le peuple. Une exception heureuse, EVM, puisque la réforme de l'école vaudoise entend promouvoir l'égalité des chances par la formation. Cette manière de gouverner en gommant en quelque sorte les aspérités politiques a eu le mérite de faire passer des projets difficiles devant le Grand Conseil, mais elle a aussi permis qu'émergent les partis situés aux extrémités de l'échiquier politique. Les libéraux comme force d'opposition référendaire, et les popistes comme parti politique en nette progression électorale.

Gouvernement de transition

Certes cette législature fut chahutée, chaotique même; démission, élection, changement de majorité... En 1991 déjà, la crise était manifeste, mais personne ne se doutait qu'elle s'installerait si durablement. Ce gouvernement sera sans doute un gouvernement de transition, le témoin actif et souvent maladroit d'un changement fondamental des repères politiques et sociaux. Il lui aura cependant manqué des hommes et des femmes sachant être les courroies de transmission entre la société civile et l'État, sachant négocier, consulter et surtout réaffirmer la primauté du politique. *gs*

ÉCOLOGIE

Le steak plus vert que la salade?

SEPT CALORIES D'ORIGINE végétale pour produire une calorie de nourriture animale: c'est la loi, énoncée dans notre bible de jeunesse (Rudolf Strahm, *Pourquoi sont-ils si pauvres?*) et reprise depuis par les analystes du développement durable (un hectare nourrit 20 personnes si l'on y plante des patates, 3 si l'on y fait paître des porcs).

Mais il faut tenir compte de l'énergie totale nécessaire pour faire parvenir un mets dans notre assiette – fabrication et épandage des produits agro-chimiques, récolte, conditionnement, emballage, transport, élimination des déchets – et mettre ce total en rapport avec l'énergie obtenue en nourriture. Ce qui est fait dans une étude récente sur les habitudes alimentaires de deux mille personnes; elle montre qu'il faut annuellement 18000 mégajoules par an et par personne pour amener la nourriture sur la table, quantité d'énergie presque six fois plus élevée que celle contenue dans la nourriture elle-même.

Beaucoup d'aliments qui ont une excellente aura écologique coûtent nettement plus cher en énergie que des produits réputés gaspilleurs. Ainsi, amener une tomate sur la table aura coûté 49 fois plus d'énergie que ce qu'elle nous donnera en calories alimentaires; ce rapport est de 45 pour les salades, 22 pour les fruits (10 si l'on ne compte que les fruits frais). Extraordinaire gaspillage d'énergie qui provient à la fois du mode de production industriel des fruits et légumes, et de nos habitudes de consommer «exotique et hors saison». Car, et c'est la surprise, le rapport entre énergie utilisée pour la production et énergie utile alimentaire est favorable au poulet (7) et au hamburger (8), deux produits peu conditionnés et souvent locaux; le pain blanc aussi est très économe, avec un rapport proche de 1.

L'étude est anglaise et beaucoup de coûts énergétiques seraient sans doute différents dans un autre pays. Elle a le mérite, en ayant observé le panier moyen du consommateur, de questionner nos certitudes et de nous rappeler l'adage écologique: penser global, manger local. *ge*

New Scientist, 6 décembre 1997, p.10.